



Le candidat indiquera ci-dessous le(s) lot(s) qu'il souhaite se voir attribuer :

- ☐ Lot 2 : Exploitation de distributeurs automatiques pour le CHU de Montpellier
- ☐ Lot 3 : Exploitation de distributeurs automatiques pour le CH de Lunel
- ☐ Lot 4 : Exploitation de distributeurs automatiques pour le CH de CLERMONT L'HERAULT

Autorité concédante

Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier
Centre Administratif André Bénech
191 avenue du Doyen Gaston Giraud
34295 MONTPELLIER cedex 5

PROJET CONTRAT

Etabli en application des articles L 1121-1, L 1121-3, L3100-1 à L3137-5 et
R3111-1 à R3135-10

Du Code de la commande publique
Relatifs aux concessions de services

N° Affaire : 25A0215

Objet de la consultation :

**CONCESSION DE SERVICE PUBLIC RELATIVE A LA MISE A DISPOSITION ET
EXPLOITATION DE CAFETERIAS/POINTS PRESSE ET DISTRIBUTEURS
AUTOMATIQUES D'ALIMENTATION POUR LE CHU DE MONTPELLIER LE CH
DE LUNEL ET LE CH DE CLERMONT L'HERAULT**

Lot 2 : Exploitation de distributeurs automatiques pour le CHU de Montpellier
Lot 3 : Exploitation de distributeurs automatiques pour le CH de Lunel
**Lot 4 : Exploitation de distributeurs automatiques pour le CH de CLERMONT
L'HERAULT**

Table des matières

I - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
Article I-1 – IDENTIFICATION DES PARTIES.....	4
Article I-2 OBJET DU CONTRAT	4
Article I-3 PERIMETRE DU CONTRAT DE CONCESSION	5
Article I-4 QUALIFICATION DU CONTRAT DE CONCESSION	5
Article I-5 PRISE D’EFFET – DUREE DU CONTRAT	6
Article I-6 PIECES CONTRACTUELLES.....	6
II - DESCRIPTION DE LA PRESTATION	7
Article II-1 ETAT DES LIEUX	7
Article II-2 DISPOSITIONS RELATIVES A L’EXPLOITATION	7
Article II-3 NATURE ET EVOLUTION DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES	8
Article II-4 NATURE DES PRODUITS ALIMENTAIRES DISTRIBUES	8
Article II-5 FONCTIONNEMENT DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES.....	9
Article II-6 MISE A DISPOSITION DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES.....	9
Article II-7 MODALITES D’APPROVISIONNEMENT	10
Article II-8 VERIFICATION QUALITATIVE	10
Article II-9 DISPONIBILITES DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES.....	10
Article II-10 LOCAUX – EMBLEMES DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES.....	11
Article II-11 STOCK ET REPONSE A L’URGENCE	11
Article II-12 DESCRIPTION DE LA DOCUMENTATION TECHNIQUE.....	11
Article II-13 NORMES ET REGLEMENTATION	11
Article II-14 MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE.....	12
Article II-15 DECHETS.....	12
Article II-16 PRIX APPLICABLES.....	12
Article II-17 EVALUATION DE LA PRESTATION.....	13
III - CONDITIONS FINANCIERES	13
Article III-1 Absence de participation du CHU	13
Article III-2 Redevance due à l’autorité concédante	13
Article III-3 Réexamen des conditions financières.....	14
Article III-4 Régime fiscal	16
IV - DROITS ET OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE	16
Article IV-1 OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE	16
Article IV-2 PERSONNEL DU CONCESSIONNAIRE	17
Article IV-3 SOUS TRAITANCE.....	18
Article IV-4 RESPONSABILITE.....	18
Article IV-5 ASSURANCE.....	18
Article IV-6 OBLIGATION DE L’AUTORITE CONCEDEANTE	19
V - modification / fin de prestation.....	20
Article V-1 MODIFICATION DU CONTRAT DE CONCESSION	20
Article V-2 CONTINUITE DE LA PRESTATION A LA FIN DU CONTRAT DE CONCESSION	20
Article V-3 REMISE DES EMBLEMES.....	20
Article V-4 RESILIATION DU CONTRAT DE CONCESSION	20
Article V-5 NOTIFICATION ET MISE EN DEMEURE.....	21
Article V-6 REGLEMENT DES DIFFERENDS	22

VI - mesures coercitives	22
Article VI-1 PENALITES.....	22
Article VI-2 – MISE EN REGIE	23

ENTRE :

Le CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER, agissant comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron », Etablissement public de santé, sis 191, Avenue du Doyen Gaston Giraud 34295 MONTPELLIER CEDEX 5, représenté par :

La Directrice Générale, en application du décret du Président de la République n°0072 en date du 25 mars 2023 ;

- La Directrice des Achats et Approvisionnements, par délégation de signature de la Directrice Générale (décision n°2025-28608 du 14 octobre 2025) ;
- La Directrice adjointe des Achats et des Approvisionnements, par délégation de signature de la Directrice Générale (décision n°2025-28608 du 14 octobre 2025).

Ci-après dénommée « **l’Autorité Concédante** » ou « **le CHU** »,

D’une part,

ET :

La société [nom de la société],
[Forme de la société] au capital de [XXX] euros, immatriculée au Tribunal de Commerce de [XXX] sous le numéro [XXX], ayant son siège social à [XXXX], représentée par [XXX], agissant en qualité de [XXX], désigné statutairement et dûment habilité à cet effet.

Ci-après dénommée, « **le Concessionnaire** », « **la Société** »

D’autre part,

Ci-après désignées conjointement par « les Parties ».

Il est convenu ce qui suit :

I - DISPOSITIONS GENERALES

Article I-1 – IDENTIFICATION DES PARTIES

AUTORITE CONCEDEANTE

Dénomination : **CHU DE MONTPELLIER**
Centre Administratif André Benech
191 avenue du Doyen Gaston Giraud
34295 Montpellier Cedex 5

Personne habilitée à la représenter : **Madame la Directrice Générale du CHU de Montpellier.**

Le CHU de Montpellier agit pour son propre compte pour les établissements suivants :

- Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier :
 - o Hôpital Lapeyronie
 - o Hôpital Arnaud de Villeneuve
 - o Hôpital Gui de Chauliac
 - o Hôpital St Eloi
 - o Hôpital la Colombière
 - o Hôpital Bellevue
 - o Hôpital Balmes
 - o Centre Administratif André Benech
 - o Euromédecine (plateforme logistique)
 - o Centre de soins dentaires
 - o IRB
- CH de Lunel
- CH de Clermont l'Hérault

CONCESSIONNAIRE

Le terme « concessionnaire » est employé pour qualifier la société titulaire du présent contrat de concession.

Article I-2 OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat de concession a pour objet la mise à disposition et l'exploitation de distributeurs automatiques de boissons non alcoolisées, non énergisantes et de confiseries à destination du personnel, des patients, des visiteurs ou tout autre usager des autorités bénéficiaires susvisées.

Dans le cadre du contrat de concession, le concessionnaire s'engage notamment à :

- Financer l'achat et l'installation des distributeurs automatiques de boissons non alcoolisées, non énergisantes et de confiserie,
- Approvisionner régulièrement en fournitures les distributeurs automatiques
- Réaliser la maintenance préventive et curative des distributeurs automatiques
- Réaliser l'entretien des distributeurs automatiques
- Verser une redevance fixe et une redevance variable à l'autorité concédante
- Mettre à disposition à titre gracieux pour le personnel et sans caution, des badges ou cartes, autant que nécessaire, permettant d'obtenir une réduction.

Article I-3 PERIMETRE DU CONTRAT DE CONCESSION

Le présent contrat de concession est alloté géographiquement comme suit :

Lot 2 : Mise à disposition et exploitation de distributeur de boissons chaudes, fraîches non alcoolisées, non énergisantes, confiseries et snacking à destination des patients et visiteurs, personnels des établissements pour le CHU de Montpellier (44 distributeurs)

Le concessionnaire réalise l'installation et l'exploitation des distributeurs automatiques de boissons non alcoolisées, non énergisantes et de confiseries et snacking sur les emplacements prévus par l'autorité concédante identifiés à l'annexe 3C.

Lot 3 : Mise à disposition et exploitation de distributeur de boissons chaudes, fraîches non alcoolisées, non énergisantes, confiseries et snacking à destination des patients et visiteurs, personnels des établissements pour le CH de Lunel (7 distributeurs) sur les emplacements prévus par l'autorité concédante, comme suit :

- 1 distributeur à café sur République
- 1 distributeur à café et 1 distributeur "boissons /friandises"
- 2 distributeurs à café et 2 distributeurs à "boissons /friandises" au pôle santé

Il est précisé que le CH va construire un nouveau bâtiment sur une parcelle adjacente au site du pôle de santé de Lunel.

Ce bâtiment comprendra 156 lits d'hébergement de personnes âgées dépendantes, un accueil de jour, les services supports (restauration, blanchisserie relai, administration, service technique, magasin central, locaux administratifs, de logistique et du personnel nécessaires au fonctionnement de l'ensemble).

La réception est prévue fin 2026 début 2027. Les bâtiments Brunel et République ne seront plus exploités à cette date.

Il est prévu emplacement pour 3 distributeurs sur le pôle gériatrie :

- 2 distributeurs à café et 1 distributeur "boissons /friandises" sur le pôle gériatrie

Les distributeurs installés sur le pôle santé resteront inchangés :

- 2 distributeurs à café et 2 distributeurs à "boissons /friandises" au pôle santé
- **Lot 4 : Mise à disposition et exploitation de distributeur de boissons chaudes, fraîches non alcoolisées, non énergisantes, confiseries et snacking à destination des patients et visiteurs, personnels des établissements pour le CH de Clermont l'Hérault (4 distributeurs)** sur les emplacements prévus par l'autorité concédante, comme suit :
 - 2 distributeurs de boissons chaudes à l'accueil
 - 2 distributeurs de snacks à l'accueil

Article I-4 QUALIFICATION DU CONTRAT DE CONCESSION

Le présent contrat de concession vaut autorisation d'occupation temporaire du domaine public, conformément à l'article L3132-1 du code de la commande publique.

Article I-5 PRISE D'EFFET – DUREE DU CONTRAT

Les contrats seront conclus pour une durée de 7 ans, à compter du 20 avril 2026 ou de leur date de notification si elle est postérieure.

Conformément à l'article R.3114-2 du code de la commande publique, cette durée du contrat correspond au temps raisonnablement escompté par le prestataire afin qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation du service, y compris le retour des capitaux investis.

Article I-6 PIECES CONTRACTUELLES

Les documents contractuels comprennent, par ordre de priorité décroissant :

- **Le présent contrat de concession et ses annexes :**
- **L'offre technique du concessionnaire**
- Le règlement intérieur du CHU de Montpellier (non joint mais consultation à l'adresse suivante : <https://www.chu-montpellier.fr/fr/a-propos-du-chu/politique-detablissement/reglement-interieur>)
- **Les actes spéciaux de sous-traitance** et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché public ;
- **Le plan de prévention des entreprises extérieures en cas :**
 - o D'intervention sur site de plus de 400 heures, sur une période inférieure ou égale à 12 mois, que les travaux soient continus ou discontinus, pour l'ensemble des intervenants de l'entreprise titulaire ou de ses sous-traitants,
 - o Ou, quelle que soit la durée prévisible de l'opération, lorsque les travaux à accomplir sont au nombre des travaux dangereux figurant sur une liste fixée par arrêté du ministre chargé du travail et par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.
- **L'attestation sur l'honneur « sanction russe complétée et signée.**

Les annexes ont valeur contractuelle, sauf indication contraire. Elles précisent et complètent la convention de concession de service public et s'entendent conformément à celle-ci. Sauf mention expresse contraire, toute référence au Contrat inclut ses Annexes.

La convention de concession et ses annexes sont interprétées au regard des principes du droit des concessions de service public et des règles générales applicables aux contrats administratifs.

II - DESCRIPTION DE LA PRESTATION

Le Concédant met à la disposition du Concessionnaire l'assiette, telle que décrite à l'annexe 3C « Liste des distributeurs par sites ».

Article II-1 ETAT DES LIEUX

Des états des lieux contradictoires des emplacements sont dressés au moment de la prise d'effet et de la fin du contrat de concession dans les conditions prévues au présent article.

ETAT DES LIEUX ENTRANT

L'annexe 3C – « Liste des distributeurs par site » décrit l'emplacement des distributeurs implantés sur les différents sites du CHU de Montpellier, du CH de Lunel et du CH de Clermont l'Hérault.

Le concessionnaire prend les lieux sans pouvoir exiger des travaux de quelque nature que ce soit de la part de l'autorité concédante.

Après la prise de possession des emplacements, le concessionnaire n'est admis à réclamer aucune réduction de la redevance, ni indemnité quelconque, sous prétexte d'erreurs ou d'omissions, défauts de désignation, vices cachés, mauvais état des installations, incompatibilité avec l'utilisation prévue ou de tout cas prévu ou imprévu, ordinaire ou extraordinaire.

ETAT DES LIEUX SORTANT

En fin d'occupation, un état des lieux sortant, décrit notamment la nature et la composition de l'emplacement mis à disposition, ses équipements éventuels, son état d'entretien.

Toutes réparations et remise en état rendues nécessaires et indiquées dans l'état des lieux sortant sont à la charge du concessionnaire sauf cependant celles provenant de l'usure résultant d'un usage normal des lieux conformément à leur affectation.

Article II-2 DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXPLOITATION

Pendant toute la durée de la concession, le Concessionnaire jouit d'une autorisation d'occupation du domaine public accordée au titre des seuls locaux au sein desquels son intervention a été expressément autorisée, et pour les seuls usages strictement exigés par l'exécution des prestations objet de la concession. Le Concessionnaire est autorisé à placer dans l'espace ainsi mis à sa disposition, les matériels nécessaires à son exploitation.

Il ne peut présenter ni stocker de produits ou matériels autres que ceux liés à son activité.

Ces matériels doivent être de bonne présentation et recevoir l'approbation préalable de l'Autorité concédante afin d'en assurer une bonne intégration avec l'environnement, notamment les mobiliers et la signalétique du site. Ils doivent être conformes aux normes de sécurité, notamment contre l'incendie.

Le Concessionnaire s'engage à accepter tout déplacement des espaces ou démontage des matériels à la demande de l'Autorité concédante notamment en cas de travaux ou d'événements exceptionnels, sans pouvoir prétendre à une indemnité à quelque titre que ce soit.

Toute adjonction d'éléments meublant complémentaires (stockage des appareils) et toute modification des branchements électriques existants doit être soumise à l'approbation préalable de l'Autorité concédante. Les modifications éventuelles (intérieures comme extérieures) sont à la charge exclusive du Concessionnaire si celui-ci en fait la demande.

Le Concessionnaire s'engage à veiller à la bonne conservation des espaces mis à sa disposition. Il est responsable de toutes les dégradations qui pourraient être faites aux locaux, mobiliers et matériels mis à sa disposition. Il doit notamment réparer les dégradations qui résulteraient de son activité.

Le concessionnaire est chargé d'exploiter à ses risques et périls les distributeurs automatiques.

La gestion des distributeurs automatiques est désignée sous le nom abrégé de « service ». Le concessionnaire assume seul le risque encourus en cas de perte de chiffre d'affaires ou vandalisme des distributeurs automatiques.

Il s'engage en conséquence à assurer qu'il n'y ait pas de rupture d'activité, à assurer la sécurité, le bon fonctionnement, l'entretien, la réparation et le renouvellement, en cas de besoin, des distributeurs automatiques.

Le concessionnaire s'engage à signaler à l'autorité concédante tout arrêt du service (complet ou partiel) consécutif à un incident et supérieur à une durée de 12 heures ouvrable.

Il s'engage à prendre d'urgence les mesures nécessaires. Il en avise dans les 6 heures ouvrables l'autorité concédante par courriel.

Le concessionnaire s'engage à respecter la législation / réglementation et les normes en vigueur.

En cas de vandalisme envers les distributeurs automatiques, le Concessionnaire devra en aviser par courriel, immédiatement l'autorité concédante afin de prendre au plus les mesures nécessaires. De même, l'autorité concédante s'engage à informer, par courriel, le concessionnaire immédiatement en cas de constat de vandalisme.

Article II-3 NATURE ET EVOLUTION DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES

Il est demandé que les listes des consommables proposés par le concessionnaire ne soit pas exclusives. Les produits proposés à la vente doivent pouvoir évoluer en fonction des besoins et attentes des usagers, des contraintes législatives (environnementale, lutte contre le gaspillage ...).

Le modèle et le type de distributeur ainsi que leur contenu sont choisis conjointement entre l'autorité concédante et le concessionnaire en cas de remplacement. L'autorité concédante doit être avertie de toute mise à jour, ou changement de gammes, afin qu'un avenant soit réalisé.

Article II-4 NATURE DES PRODUITS ALIMENTAIRES DISTRIBUES

Pendant la durée du contrat, le concessionnaire s'engage à ne distribuer que des boissons chaudes ou froides non alcoolisées, non énergisantes et des confiseries / snacks.

En ce qui concerne les boissons :

- Des boissons en gobelets
- Des boissons conditionnées en bouteille et ou en boîte et ou en cannette

En ce qui concerne les confiseries :

- A base de chocolat
- Snack
- Sucrées
- Détente
- Des produits dit « bio », et/ ou sans gluten, et/ ou sans lactose, et/ou locaux (liste non exhaustive)

Toutefois :

- Tous les distributeurs automatiques doivent disposer d'une recharge par carte bancaire et par monnayeur

- Tous les distributeurs doivent inclure un dispositif de recharge des badges du personnel leur permettant de payer leurs consommations
- Tous les candidats doivent être en mesure de proposer une gamme de boissons froides, chaudes, de confiserie et/ou de snack (annexe 3 B : BPU) .
- Les distributeurs automatiques proposés par les candidats devront répondre aux exigences en matière de performances énergétiques (ordonnance 2025-979 du 14 octobre 2025).

Article II-5 FONCTIONNEMENT DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES

Les automates doivent comporter des monnayeurs, des lecteurs de cartes bleues ainsi qu'un système de recharge et paiement par badge pour le personnel.

HYGIENE

Les produits alimentaires proposés à la vente devront être de premier choix et répondre aux modalités de conservation, de distribution, de maintien et remise en température et à toutes les prescriptions relatives aux aliments, à l'hygiène et à la restauration collective.

La température des équipements réfrigérés doit être surveillée et contrôlée pour satisfaire aux exigences réglementaires.

Le prestataire est réputé connaître les textes, règlements et consignes de sécurité et d'hygiène en vigueur dans l'établissement dont il aura la gestion ainsi que pour toutes les activités dont il aura la charge. Il est tenu de les respecter et de les faire respecter par son personnel et les Usagers qu'il reçoit, notamment le respect des températures de conservation pour tous les produits périssables et réfrigérés, ainsi que le nettoyage et la désinfection régulière des matériels et des locaux.

Il s'interdit d'exposer, vendre ou fournir des produits et services non conformes à la réglementation, des produits alimentaires qui ne présenteraient pas les conditions d'hygiène les plus strictes.

Le concessionnaire s'engage à remplir toutes les formalités administratives ou de police nécessaires imposées par son activité, notamment en ce qui concerne les mesures nécessaires à la protection contre l'incendie et devra être en mesure d'en justifier à tout moment.

Les installations devront être conformes au règlement de sécurité et aux normes européennes et françaises et être à jour des vérifications obligatoires.

L'autorité concédante pourra exercer tout contrôle du respect de ces obligations.

Par ailleurs, l'autorité concédante se réserve aussi le droit d'exercer tout contrôle d'hygiène et de salubrité relatif aux produits proposés à la vente.

L'autorité concédante se réservera le droit d'effectuer par l'intermédiaire du représentant de son choix et de tout organisme extérieur mandaté par lui, un contrôle de la qualité des prestations fournies à la clientèle.

L'autorité concédante aura accès aux espaces mis à disposition et aux prestations. Elle pourra prendre connaissance et/ou se faire communiquer l'ensemble des informations nécessaires à l'exercice de leur mission.

Le concessionnaire aura l'obligation de collaborer et de faciliter les vérifications effectuées par l'autorité concédante.

LIVRAISON

Lors des livraisons, Les chariots de livraison ne devront pas marquer le sol.

Toute détérioration (sol, murs et mobilier etc) sera à la charge du concessionnaire.

La livraison ne devra en aucun cas gêner les flux de circulation de l'établissement.

Article II-6 MISE A DISPOSITION DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES

Les automates permettant la vente des boissons non alcoolisées, non énergisantes, snacks et des confiseries sont mis à disposition par le concessionnaire pendant toute la durée de la concession.

En cas de casse, de détérioration du fait du concessionnaire, celui-ci renouvèle l'automate sous 5 jours ouvrables au maximum, à compter de la constatation de la casse ou détérioration par le concessionnaire afin de préserver le bon fonctionnement de ce dispositif. Si la casse ou la détérioration est du fait de l'autorité concédante à la concession, le renouvellement de l'automate sera discuté entre l'autorité concédante et le concessionnaire à l'occasion d'un rendez-vous, à l'initiative de l'autorité concédante et fera l'objet d'un avenant.

Article II-7 MODALITES D'APPROVISIONNEMENT

L'approvisionnement des distributeurs automatiques est à la charge du concessionnaire. L'approvisionnement doit être réalisé de manière régulière afin de toujours pouvoir satisfaire les besoins des usagers.

L'approvisionnement doit être réalisé à minima une fois par semaine.

Le concessionnaire approvisionne les distributeurs automatiques des différents sites des autorités concédantes selon leurs besoins et dans un rythme correspondant aux besoins de chacun.

Lors de l'approvisionnement des distributeurs automatiques, le concessionnaire aura la charge de veiller au bon fonctionnement des appareils, à la vérification des dates de péremption des produits et au niveau de remplissage des distributeurs automatiques.

En cas d'impossibilité d'approvisionner dans les délais fixés, le concessionnaire en avisera l'autorité coordinatrice par tout moyen, de la date certaine d'approvisionnement afin d'arrêter d'un commun accord une autre date et heure d'approvisionnement.

En cas de nécessité de remplacement d'un produit, suite à un problème de qualité ou des difficultés d'approvisionnement, le concessionnaire devra informer par courriel l'autorité concédante.

Le concessionnaire est seul responsable du stockage, de l'emballage et de la livraison des produits.

Le concessionnaire doit se soumettre et appliquer les règles d'hygiène en vigueur dans les lieux d'implantation des distributeurs quand ceux-ci se situent dans des zones spécifiques (ex : blocs opératoires).

Dans le cas où un distributeur automatique n'est pas réapprovisionné à un rythme hebdomadaire ou au rythme convenu avec l'autorité concédante, l'article « pénalités » s'applique.

Article II-8 VERIFICATION QUALITATIVE

Si la marchandise livrée ne correspond pas aux spécifications de la concession, elle est de même refusée et doit être immédiatement remplacée sur mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception du concessionnaire ou de son représentant qualifié par l'autorité concédante de la concession ou son représentant.

La marchandise est garantie par le concessionnaire contre tout vice caché, c'est-à-dire inapparent à première vue à l'instant de la livraison.

En cas de refus de marchandise, un remplacement devra se faire dans l'immédiat sur procès-verbal.

Le refus de fournir la marchandise entraînerait pour l'autorité concédante, le droit de procéder au remplacement de la marchandise, objet de refus, à la charge du concessionnaire.

Article II-9 DISPONIBILITES DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES

Les distributeurs automatiques sont accessibles en permanence 7 jours sur 7, 24h/24 pour permettre la consommation des usagers.

Article II-10 LOCAUX – EMPLACEMENT DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES

La liste des emplacements des distributeurs automatiques figure à l'article I-3 du présent contrat.

Toute demande de changement de place d'un distributeur automatique de la part d'une autorité concédante, en sera discutée avec la concessionnaire, puis validée par l'autorité concédante par avenant.

L'autorité concédante se réserve le droit, en cas de défaut d'intervention du concessionnaire ou en cas d'urgence, de déplacer provisoirement le/les équipements du concessionnaire afin qu'il puisse réaliser les travaux.

Les distributeurs automatiques installés dans le cadre du présent contrat de concession doivent respecter les dispositions législatives / réglementaires et les normes en vigueur.

Le concessionnaire doit obligatoirement transmettre à l'autorité concédante les fiches techniques détaillées des distributeurs automatiques qu'il envisage d'installer pour validation.

L'installation des distributeurs automatiques est à la charge du concessionnaire.

Le concessionnaire doit installer ses distributeurs automatiques :

- Dans les locaux ou emplacements prévus à cet effet
- Selon les règles de l'art et de l'ingénierie

Toute installation de distributeurs automatiques dans un local/emplacement non autorisé fera l'objet d'une demande de modification par avenant par l'autorité concédante. Cette demande de modification ne peut en aucune manière être contestée par le concessionnaire et n'ouvre pas droit à indemnité.

Toute installation en dehors du périmètre contractuel devra être retiré et ce retrait ne pourra pas faire l'objet d'indemnité.

Article II-11 STOCK ET REPONSE A L'URGENCE

Le concessionnaire doit garantir un niveau de stock suffisant afin d'éviter toute rupture. Dans ce cas, une pénalité sera appliquée conformément à l'article « pénalités » du présent document.

Article II-12 DESCRIPTION DE LA DOCUMENTATION TECHNIQUE

Chaque automate doit être accompagné d'une fiche technique fournisseur.

Le concessionnaire informera l'autorité concédante coordinatrice de toute modification des fiches techniques.

Les documents sont en langue française.

Les produits doivent impérativement répondre aux normes, françaises et européennes en vigueur.

Article II-13 NORMES ET REGLEMENTATION

Le titulaire devra respecter les normes d'hygiène en vigueur, réglementaires françaises et européennes, en rapport avec l'objet de la concession. Les distributeurs doivent être accessibles aux PMR (personne à mobilité réduite). Les températures de conservation des consommables doivent être respectées. Le marquage CE est obligatoire sur les distributeurs.

Article II-14 MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE

MAINTENANCE PREVENTIVE

Les interventions effectuées au titre de la maintenance préventive ont pour objet le maintien en état de fonctionnement des distributeurs installés sur les différents sites.

Toute action réalisée en ce sens est à la charge du titulaire.

MAINTENANCE CURATIVE

Les délais d'intervention en cas de panne d'un appareil ne devront pas excéder 4 heures ouvrées à partir de la demande d'intervention auprès d'un référent qui sera désigné.

L'occupant installera en quantité suffisante des réceptacles destinés à recueillir les bouteilles et gobelets en plastiques distribués.

Dans un souci d'hygiène et de sécurité ainsi que d'esthétisme, le matériel et les équipements ainsi que les parties d'ouvrage impliquées dans l'exploitation devront être constamment maintenues en parfait état de fonctionnement, d'hygiène et de sécurité.

L'occupant sera tenu d'effectuer, sans délai et à ses frais, toutes remises en état ou adaptation des matériels, des équipements des bâtiment rendues nécessaires par l'évolution de la législation et par l'usure due à l'utilisation normale des équipements.

Il s'engage à porter immédiatement à la connaissance de l'autorité concédante tout fait quel qu'il soit notamment toute usurpation ou dommage susceptible de porter préjudice au domaine public, et/ou aux droits de l'autorité concédante et dont il aura eu connaissance.

Article II-15 DECHETS

L'occupant s'engage à assurer le nettoyage de l'environnement immédiat des locaux et du local de stockage.

Il devra installer le matériel nécessaire à l'évacuation des déchets liés à son activité (poubelles et sacs). Ce matériel devra respecter les normes de sécurité en vigueur dans les locaux ainsi que les règlements en matière d'environnement.

Les déchets seront évacués par le concessionnaire jusqu'aux locaux de déchets prévus à cet effet et selon les procédures en vigueur dans l'établissement, en particulier concernant le tri sélectif.

Le titulaire s'engage à la mise en place et au respect du tri sélectif.

D'autres filières pourront être mises en place par le concessionnaire conformément à celles mises en place par l'établissement.

Lors des revues de contrat, des plans d'amélioration de la gestion des déchets seront mis en place afin de réduire et trier au mieux les déchets.

La gestion des déchets fera partie des sujets échangés dans les réunions de suivi entre l'autorité concédante et le prestataire afin de faire état des volumes de déchets et améliorer les pratiques communes dans un but de réduction des déchets.

L'utilisation de gobelets / mugs réutilisables (consignée ou non) est autorisée

Les gobelets et agitateurs jetables doivent être labellisés et/ou biosourcés.

Article II-16 PRIX APPLICABLES

Le concessionnaire indiquera, à l'annexe 2E, par nature de produit, le prix de vente des boissons distribuées par gobelet et celles conditionnées en bouteille plastique ou en boîte ainsi que les prix des confiseries. Il précisera en outre dans le bordereau de prix, le % de remise consentie pour les personnels hospitaliers pour lequel il s'engage pour la durée de la concession.

Article II-17 EVALUATION DE LA PRESTATION

Afin d'évaluer la prestation pendant toute la durée de la concession, le concessionnaire remettra à l'autorité concédante :

- Dans le mois suivant l'échéance du trimestre, le chiffre d'affaire réalisé
- Un rapport annuel reprenant notamment la totalité des opérations afférentes à l'exécution, ainsi que le chiffre d'affaires réalisé sur l'année écoulée, dans le mois suivant la date anniversaire.
- Conformément à l'article L.3131-5 du code de la commande publique, le Concessionnaire doit produire le rapport annuel comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat et une analyse de la qualité de service, établi par un comptable.
- Le rapport doit comporter :
 - o Une analyse du CA et redevance par secteur d'activité ;
 - o Une analyse de la qualité du service et être assorti d'un document permettant d'apprécier les conditions d'exécution des prestations intégrées dans chaque activité ;
 - o Une analyse de la qualité du service, de la satisfaction et de l'expérience des clients permettant à l'établissement d'apprécier les conditions d'exécution des prestations et la satisfaction des clients du prestataire.

III - CONDITIONS FINANCIERES

Article III-1 Absence de participation du CHU

L'Autorité concédante ne versera aucune participation financière au Concessionnaire pour assurer l'équilibre financier de l'exploitation du service public.

Article III-2 Redevance due à l'autorité concédante

Pendant la durée de la concession, une redevance au titre de l'occupation du domaine hospitalier et de l'intéressement de l'Autorité concédante sur les recettes d'exploitation sera versée par le Concessionnaire.

Elle sera composée :

1/ d'une redevance fixe mensuelle pour l'ensemble des distributeurs automatiques (selon les montants proposés dans l'annexe BPU).

Le concessionnaire recevra à la fin de chaque trimestre écoulé un titre de recettes à régler dans le mois suivant sa réception

2/ d'une redevance variable trimestrielle sur chiffre d'affaire. Cette contribution sera calculée à partir du chiffre d'affaires HT réalisé sur le trimestre écoulé par application du pourcentage proposé dans l'annexe BPU.

Le concessionnaire communiquera à l'autorité concédante un relevé trimestriel du chiffre d'affaires dans le mois suivant la fin du trimestre.

Le prestataire recevra tous les trimestres un titre de recettes, à régler dans le mois à compter de sa réception.

La redevance est soumise à l'application de la TVA au taux légal en vigueur.

Article III-3 Réexamen des conditions financières

Redevance fixe

Les parties conviennent d'indexer annuellement, la partie fixe de la redevance pour les cafétérias en application de la clause d'indexation suivante :

$$P = P_0 \times I/I_0$$

P= redevance mensuelle révisée

P₀ = redevance mensuelle initiale

I₀ = Indice INSEE du coût de la construction au mois de la date limite de remise des offres

I = Indice INSEE du coût de la construction à la date de la révision

La valeur finale de l'indice INSEE du coût de la construction à la date de la révision est celle qui est publiée sur le site suivant : <https://www.advenis-res.com/advenis/indices-insee-icc-ilat-ilc#ICC>

La première révision interviendra à la date anniversaire de la signature du contrat

Produits proposés à la vente : évolution des tarifs

Les tarifs sont révisables à la hausse comme à la baisse sur présentation de justificatifs et après accord de l'Autorité concédante selon la formule définie ci-dessous.

Aucune évolution des tarifs ne pourra être opérée sans l'accord expresse de l'Autorité concédante.

Le Concessionnaire communique à l'Autorité concédante sa proposition de nouveaux tarifs applicables pour l'année suivante au plus tard 2 (deux) mois avant la date anniversaire du contrat, par mail à l'adresse s-cuisset@chu-montpellier.fr.

Il détaillera sa proposition, en précisant le pourcentage d'augmentation ou de diminution. Cette augmentation ou diminution des tarifs doit également être accompagnée d'une note et/ou de tout document permettant de justifier et expliquer l'évolution du prix. La direction des achats pourra demander tous compléments ou explications au Concessionnaire qu'elle jugera utile sur les évolutions tarifaires proposées.

La nouvelle grille tarifaire ne pourra entrer en vigueur qu'après acceptation de l'Autorité concédante.

A défaut d'accord de l'Autorité concédante, les prix de l'année précédente sont maintenus.

Préavis : A défaut de transmission 2 (deux) mois avant la date d'anniversaire du contrat, le candidat ne sera pas autorisé à proposer des nouveaux tarifs. En conséquence, les tarifs n s'appliqueront pour l'année n+1.

La formule appliquée dans le cadre de la révision des prix est la suivante :

$$P = P_0 \times [0,40 \times I_{alim} / I_{alim} + 0,60 \times I_{resto} / I_{resto} 0]$$

P= prix révisé

P₀ = Prix initial (prix de base remis au moment de l'offre ou, si révision il y a eu, dernier prix révisé)

I_{alim}= valeur de l'indice alimentation au mois de révision

Ialimo = valeur de ce même indice au mois de la remise de l'offre ou, si révision il y a eu, au moment de la dernière révision

Iresto = valeur de l'indice des prix à la consommation – restauration (INSEE, poste [11.1](#)) au mois de révision

IrestoO = valeur de ce même indice au mois de la remise de l'offre ou, si révision il y a eu, au moment de la dernière révision

Pour la mise en oeuvre de cette formule, tous les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec un maximum de deux décimales. Les arrondis seront réalisés selon les règles suivantes :

- Si la deuxième décimale est comprise entre 0 et 4 (inclus), elle reste inchangée (arrondi par défaut).
- Si la deuxième décimale est exactement 5, elle reste également 5.
- Si la deuxième décimale est comprise entre 6 et 9 (inclus), elle est arrondie à la décimale inférieure la plus proche, c'est-à-dire ramenée à 5.

Pour toute révision de prix entraînant une augmentation inférieure à 5 centimes, compliquant le rendu de monnaie en espèces. Il est demandé au titulaire de ne pas appliquer de révision de prix.

Dans le cadre de la révision des prix seul les indices publiés définitifs seront pris en compte. Les indices provisoires ne seront pas acceptés.

Les prix ainsi révisés sont fermes jusqu'à la prochaine application de la révision du prix dans les conditions fixées au présent article.

En cas d'arrêt d'une série chronologique par l'INSEE :

3 cas différents :

- Cas 1 :

Soit le site propose une nouvelle série chronologique, appelée série poursuivante et propose un coefficient de raccordement C avec l'ancienne : le nouvel indice est alors calculé par application de la formule suivante : Valeur du nouvel indice à la date t : $VPT \times C$

Dans laquelle :

VPT représente la valeur définitive à la date t de la série poursuivante ;

C représente la valeur du coefficient de raccordement fourni, avec le nombre de décimales fournies

- Cas 2 :

Soit le site propose une nouvelle série chronologique, appelée série poursuivante et ne propose pas un coefficient de raccordement C avec l'ancienne : le coefficient de raccordement C, est alors calculé selon la formule suivante : $C = Va / Vp$

Dans laquelle :

Va représente la dernière valeur de la série arrêtée ;

VP représente la valeur de la série poursuivante à la même date.

- Cas 3 :

Soit le site ne propose pas de série poursuivante. La série arrêtée est poursuivie par une nouvelle série choisie en accord entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur avec application d'un coefficient de raccordement C calculé selon la formule suivante : $C = Va / Vp$

Dans laquelle :

Va représente la dernière valeur de la série arrêtée ;

Vp représente la valeur de la nouvelle série à la même date.

La nouvelle série fera l'objet d'une modification de marché public.

Article III-4 Régime fiscal

Le concessionnaire s'acquittera des éventuelles charges ainsi que d'éventuels impôts et taxes, redevances et frais divers ou obligations de toutes natures, actuels ou futurs relatifs aux locaux / emplacement occupés pour l'exploitation des distributeurs automatiques.

Tout impôt, taxe et redevance facturés à l'autorité concédante au titre de l'activité du concessionnaire donnera lieu à remboursement par celui-ci sur simple présentation du titre correspondant.

IV - DROITS ET OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE

Article IV-1 OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE

EXPLOITATION

Le concessionnaire est responsable du fonctionnement des distributeurs automatiques et les exploite personnellement.

Le concessionnaire ne peut en aucun cas céder le présent contrat de concession sans l'accord préalable de l'autorité concédante notamment en cas de changement de personnes ou de cessions, fusions ou apports en société viendraient entraîner une subrogation dans les droits et obligations du concessionnaire.

Le concessionnaire doit, à compter de la mise à disposition des emplacements, assurer une continuité de la prestation.

Le concessionnaire s'engage à :

- Ne pas installer de distributeur automatique sur les emplacements non autorisés
- Installer les distributeurs automatiques de telle sorte qu'elles ne perturbent pas le bon fonctionnement du service public hospitalier.

SOUS LOCATION

Le concessionnaire s'interdit à sous louer tout ou partie des emplacements dédiés aux distributeurs automatiques, et plus généralement d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers par quelle que modalité juridique que ce soit, sauf accord préalable et express de l'autorité concédante.

INACCESSIBILITE TEMPORAIRE DES EMPLACEMENTS

Si pour des raisons techniques, fonctionnelles ou de mise en sécurité, de travaux entrepris par l'autorité concédante nécessitant la condamnation temporaire des emplacements dédiés aux distributeurs automatiques, le concessionnaire est tenu, sauf cas de force majeure, à compter de la demande écrite de l'autorité concédante de :

- Déplacer avant le démarrage des travaux, les distributeurs automatiques
- De remettre en place, une fois les travaux terminés, les distributeurs automatiques

L'autorité concédante se réserve le droit, en cas d'urgence, de déplacer provisoirement les distributeurs automatiques afin qu'elle puisse réaliser les opérations nécessaires.

Le concessionnaire ne pourra en aucune manière se prévaloir d'une perte financière et solliciter à l'encontre de l'autorité concédante quelconque indemnité liée à des absences ou réductions d'activités.

RAPPORT ANNUEL DU CONCESSIONNAIRE

En application de l'Article L.3131-5 du Code de la commande publique, le Concessionnaire produit chaque année auprès de l'Autorité concédante avant le 31 Mars de chaque année, un rapport annuel d'exploitation de l'activité arrêté au 31 Décembre de l'année précédente comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

Ce rapport comporte également l'ensemble des éléments qui doit permettre au Concessionnaire d'apprécier « les conditions d'exécution du service public ».

RAPPORT FINANCIER

Le Concessionnaire doit fournir les documents suivants :

☑ Un compte-rendu financier retraçant l'ensemble des produits et des charges relatives à l'exploitation du service délégué. Le Concessionnaire tient à la disposition de l'Autorité concédante les pièces justificatives de manière à permettre le contrôle et la vérification de ses charges et produits.

☑ Il peut être demandé au Concessionnaire de fournir des états comptables intermédiaires.

☑ La tenue d'une comptabilité analytique permettant d'identifier les produits et les charges rattachés au service. Le Concessionnaire fournit une ventilation des recettes et des produits du service conforme au modèle utilisé dans la présentation de son compte d'exploitation prévisionnel.

☑ Un descriptif des travaux d'entretien courant et de maintenance réalisés et inscrits au compte de la délégation durant l'exercice écoulé.

☑ Un état chiffré des effectifs comprenant un organigramme à jour.

RAPPORT QUALITATIF

Ce rapport comprend une analyse de la qualité du service qui doit permettre à l'Autorité concédante d'appréhender la satisfaction des usagers auxquels le service est rendu.

Ce rapport présente une synthèse des éléments statistiques sur les réclamations des usagers ainsi que le résultat des sondages de satisfaction effectués auprès des usagers ainsi que l'ensemble des tableaux statistiques transmis à l'Autorité concédante en cours d'exploitation.

SUIVI DE LA QUALITE DU SERVICE : REVUE DU CONTRAT

Sur convocation du Concessionnaire, une revue de contrat pourra être organisée **annuellement**, la présentation des chiffres d'affaires générés dans les différentes activités y sera effectuée, la fourniture de tableaux de bord trimestriels sera nécessaire.

Le Concessionnaire organise des enquêtes de satisfaction annuelles sur demande de l'établissement. Suite au retour de questionnaires de sortie, le prestataire doit rendre compte des mesures prises pour répondre aux remarques, avant la date de la réunion.

Article IV-2 PERSONNEL DU CONCESSIONNAIRE

Le concessionnaire devra se conformer aux règlements intérieurs des établissements publics hospitaliers en vigueur.

Les agents du concessionnaire devront présenter une hygiène personnelle irréprochable, une tenue vestimentaire adaptée, une identification par badge.

Le concessionnaire s'engage à interdire à toute personne non habilitée, l'intervention sur les distributeurs automatiques dont la maintenance et le nettoyage incombent exclusivement au concessionnaire, sauf accord préalable et express de l'autorité concédante.

Le personnel du concessionnaire chargé de l'exploitation du dépôt est soumis à l'agrément de l'autorité concédante. Celle-ci peut si les circonstances le nécessitent, demander au concessionnaire le remplacement d'un ou plusieurs de ses employés.

Le concessionnaire désigne un référent et son suppléant en cas d'empêchement qui le représente pour tout ce qui concerne l'exécution du marché. Ces personnes doivent avoir les pouvoirs suffisants pour prendre sans retard les décisions nécessaires.

REFERENT TITULAIRE :

TELEPHONE :

COURRIEL :

REFERENT SUPPLEANT :

TELEPHONE :

COURRIEL :

En cas de changement de référent (titulaire et/ou suppléant) à la demande du concessionnaire, celui-ci s'engage à en informer l'autorité concédante, par écrit (courriel, courrier, LRAR).

L'autorité concédante, pourra demander au concessionnaire par écrit (courriel, courrier, LRAR) le retrait et remplacement du référent (titulaire et/ou suppléant) pour insuffisance avérée, ou motif réel et sérieux qui sera tenu de l'accepter sans délai et de procéder au remplacement de la personne nommément désignée sous 15 jours. Cette mesure sera accompagnée d'un rapport circonstancié.

Article IV-3 SOUS TRAITANCE

Le concessionnaire demeure personnellement responsable des prestations sous traitées et du respect de toutes les obligations résultant du contrat de concession.

Article IV-4 RESPONSABILITE

Le concessionnaire est entièrement responsable, tant envers l'autorité concédante, qu'envers les tiers et usagers des établissements publics hospitaliers, de tous dommages résultants directement ou indirectement de son activité au sein des établissements ou sont installés les distributeurs automatiques.

Le concessionnaire s'engage à assumer l'entière responsabilité de toute contravention ou infraction aux règlements édictés par l'administration soit dans la mise en vente des articles qu'elle commercialise, soit à l'occasion du paiement des impôts et taxes dans le cadre de l'exercice de son activité.

Article IV-5 ASSURANCE

Le concessionnaire doit être garanti par une police d'assurance destinée à couvrir les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur (incendie, explosion, dégâts des eaux et dommages de toutes natures causés aux équipements ou par eux) ainsi que leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à l'autorité concédante, aux tiers et ou aux usagers à la suite de tout dommage corporel, matériel, immatériel consécutif ou non du fait de son activité au sein des locaux des autorités concédantes et d'une façon générale de tout fait pouvant engager sa responsabilité. Les attestations annuelles devront être produites pendant toute l'exécution du contrat, sur simple demande de l'autorité concédante ou à l'initiative du concessionnaire.

En cas de résiliation des polices d'assurance, le concessionnaire doit souscrire sans délais une nouvelle police d'assurance en remplacement. Le défaut d'assurance entrainera d'office la résiliation du contrat sans que le concessionnaire puisse prétendre à quelque indemnité.

Sur demande, l'autorité concédante s'engage à porter à la connaissance de(s) l'(l') assureur(s) l'ensemble des équipements installés par le concessionnaire.

Le concessionnaire s'interdit tout recours contre l'autorité concédante quel que soit le fondement de ce recours et notamment en cas de vols, pertes, avaries, effractions, dégradations, qui pourraient subvenir dans les locaux concédés et sur les installations des distributeurs automatiques.

L'autorité concédante ne sera en aucun cas tenue de supporter toutes ou partie des conséquences pécuniaires des accidents ou maladies dont pourraient être victimes le concessionnaire et/ou ses préposés et/ou les bénéficiaires du service.

Article IV-6 OBLIGATION DE L'AUTORITE CONCEDEANTE

L'autorité concédante s'oblige à accorder un droit exclusif au concessionnaire durant toute la durée du contrat de concession pour l'exploitation des distributeurs automatiques.

L'autorité concédante s'engage à laisser l'occupant jouir de manière paisible et continue des emplacements concédés afin qu'il puisse réaliser et développer les activités mentionnées à l'article 2 du présent contrat.

L'autorité concédante conserve le contrôle du service concédé et peut obtenir du concessionnaire des renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations

L'Autorité concédante dispose, tout au long de la Concession, d'un pouvoir de contrôle sur l'activité du Concessionnaire.

Elle peut notamment procéder ou faire procéder à tout contrôle inopiné qu'elle jugera utile, afin de lui permettre de s'assurer du respect par le Concessionnaire des stipulations de la concession, qu'il s'agisse notamment :

- De vérifier le fonctionnement et le bon état général des installations et équipements mis à la charge du Concessionnaire, ainsi que leur conformité aux spécifications présentées dans son offre et acceptées par l'autorité concédante ;
- De procéder à toute enquête ou questionnaire de satisfaction auprès des patients, visiteurs et agents du Centre Hospitalier afin de mesurer la qualité perçue des prestations fournies ;
- De vérifier la tarification proposée, sa bonne communication aux usagers et le respect des modalités de paiement ;
- De s'assurer de ce que le Concessionnaire n'excède pas le périmètre d'activité qu'il lui est permis d'exercer ;
- De vérifier la bonne tenue et le comportement des agents, s'il y a lieu, du Concessionnaire ou mandatés par ce dernier, lors de leurs interventions sur les sites.

A l'appui de ces contrôles et vérifications, le Concessionnaire s'engage à produire, sur simple demande de l'Autorité concédante, tous documents ou renseignements nécessaires à l'exercice du contrat, dans un délai raisonnable, à répondre à leurs questions, et à mettre en oeuvre les mesures correctives éventuellement nécessaires.

Le Concessionnaire joue en outre le rôle de facilitateur entre l'Autorité concédante et les éventuels tiers qui seraient à contacter afin de pouvoir procéder à ces vérifications.

Article V-1 MODIFICATION DU CONTRAT DE CONCESSION

Les modifications du contrat de concession peuvent intervenir conformément aux articles L 3135-1 et 2, R 3135-1 et suivants du code de la commande publique.

En application des articles L 3135-1 et 2, R 3135-1 et suivants du code de la commande publique, l'autorité concédante peut, lorsque des considérations techniques ou économiques le justifient, inclure ou exclure dans le périmètre du service concédé, après consultation du concessionnaire, tout ou partie de ses emplacements sous réserve de l'absence du bouleversement d'un évènement substantiel ou de l'objet du contrat de concession.

Un avenant sera contractualisé entre les parties au présent contrat, par l'autorité concédante coordinatrice pour :

- L'ajout ou retrait d'autorité concédante,
- L'ajout ou retrait d'équipement
- Modification des modalités d'exécution

Article V-2 CONTINUITE DE LA PRESTATION A LA FIN DU CONTRAT DE CONCESSION

L'autorité concédante à la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le concessionnaire de prendre pendant le mois précédent la fin du contrat de concession toutes mesures pour assurer la continuité de l'exploitation du service, en réduisant autant que possible la gêne qui en résulte pour le concessionnaire.

D'une manière générale, l'autorité concédante peut prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif de la concession de service à un nouveau concessionnaire.

Le concessionnaire est tenu de mettre en œuvre toutes les diligences requises pour satisfaire aux demandes formulées par l'autorité concédante dans ce cadre, et notamment de transmettre dans les délais impartis les informations sollicitées, et légalement communicables, en vue de permettre le respect du principe d'égalité de traitement dans l'éventualité d'une nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence.

A la fin du contrat de concession, l'autorité concédante ou le nouveau concessionnaire est subrogé aux droits de l'actuel concessionnaire.

Article V-3 REMISE DES EMPLACEMENTS

Le concessionnaire doit remettre, à la fin du contrat, les locaux et emplacements appartenant à l'autorité concédante en bon état (article II-1 du présent document)

Le concessionnaire dispose d'un délai de 15 jour calendaire, à compter de la date d'expiration du contrat, ou à la fin de la date d'effet de la résiliation, pour retirer les distributeurs automatiques.

Article V-4 RESILIATION DU CONTRAT DE CONCESSION

La résiliation du présent contrat de concession ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le concessionnaire.

RESILIATION POUR MOTIF D INTERET GENERAL

L'autorité concédante peut résilier le présent contrat de concession à tout moment au cours de son exécution pour un motif d'intérêt général.

La résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas droit au paiement d'une indemnité au concessionnaire.

RESILIATION JURIDICTIONNELLE OU PAR VOIE DE CONSEQUENCE

En cas de résiliation du contrat prononcée par la juridiction administrative, ou par voie de conséquence d'une décision juridictionnelle, le concessionnaire n'aura droit à aucune indemnité.

RESILIATION EN CAS DE MANQUEMENT GRAVE DU CONCESSIONNAIRE

En dehors des cas de force majeure et de grève, l'autorité concédante peut de plein droit, mettre fin au présent contrat de concession en cas de manquement grave du concessionnaire aux obligations mises à sa charge.

En cas de résiliation en vertu du présent article, le concessionnaire sera redevable envers l'autorité concédante d'une indemnité couvrant l'intégralité du préjudice né des fautes qui lui sont imputables.

Les cas dans lesquels, la déchéance peut être prononcée sont notamment les suivants :

- Si le concessionnaire n'a pas réalisé les prestations / installé les équipements prévus
- Si le concessionnaire n'exploite pas le service dans les conditions fixées par le présent contrat de concession
- En cas de manquement sur ses obligations d'exploitant entraînant une situation à risque pour les biens et ou les personnes
- En cas d'interruption totale prolongée ou répétée du service
- Si le bénéfice du présent contrat de concession est cédé à un tiers sans autorisation préalable et expresse de l'autorité concédante

La déchéance doit être précédée d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception visant expressément l'application du présent article et caractérisant précisément le/les manquement(s) allégué(s), restée infructueuse en tout ou partie pendant un délai de 15 jours calendaire.

Lorsque ce manquement grave présente un caractère irréversible, la déchéance peut être prononcée sans mise en demeure préalable.

Le présent contrat de concession est également résilié de plein droit, si après 3 mois de mise en régie, le concessionnaire n'est pas en mesure d'en demander la cessation et n'a pas repris ses activités.

La déchéance est prononcée sans indemnisation du concessionnaire.

Article V-5 NOTIFICATION ET MISE EN DEMEURE

Les notifications ou mises en demeure faites entre les parties au titre du présent contrat de concession sont valablement effectuées par lettre recommandée avec avis de réception.

Toutefois, en cas d'urgence, ces notifications ou mises en demeure peuvent valablement être faites par tout moyen permettant de conférer date certaine de réception à ces notifications ou mises en demeure.

Article V-6 REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable leurs éventuels différends.

A défaut, les différends relatifs à l'interprétation, l'exécution ou la résiliation du présent contrat de concession font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

L'expert ainsi désigné doit rendre sous 2 mois son avis ou une proposition de règlement du différend, que les parties s'engagent à examiner de bonne foi.

En cas d'échec de la conciliation matérialisée par le refus de l'une des parties de la solution au litige ou si l'expert n'a pas fait de proposition dans le délai de 2 mois, le différend est alors soumis au tribunal administratif de Montpellier à la requête de la partie la plus diligente.

Les frais d'expertise liés à la procédure de conciliation visée dans le présent article sont supportés par moitié par chacune des parties.

VI - MESURES COERCITIVES

Article VI-1 PENALITES

Le concessionnaire qui ne respecterait pas les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat de concession, et sauf circonstances exceptionnelles ou faits que le concessionnaire n'aurait pas pu prévoir ni empêcher, est susceptible de se voir appliquer des pénalités par les autorités concédantes et sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers.

Dans tous les cas, les pénalités sont prononcées au profit de l'autorité concédante sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure du concessionnaire.

Le concessionnaire est informé de la décision par l'autorité concédante d'appliquer des pénalités par courrier ou courriel motivé.

Le montant des pénalités, arrêté par l'autorité concédante, doit être payé par le concessionnaire dans un délai maximal de 30 jours à compter de la date d'émission du titre de recettes.

Les pénalités prononcées par les autorités concédantes sont indépendantes des autres sanctions administratives, pénales ou civiles, susceptibles d'être appliquées au concessionnaire pour les mêmes faits.

Chaque délai et obligations du marché font l'objet d'une pénalité associée.

Les semaines ou jours du tableau sont calendaires, les samedis, dimanches ou jours fériés sont comptés dans chaque délai.

Les pénalités sont cumulables et s'appliquent sans mise en demeure préalable. Chaque journée commencée est due.

TACHE	DELAI	PENALITE
Absence de réapprovisionnement hebdomadaire des distributeurs	Au-delà d'un jour ouvrable	200 € par jour de retard
Rupture de stock	Au-delà d'un jour ouvrable	50 € par jour de retard
Non-paiement de la redevance	1 jour ouvrable	200 € par jour de retard

Non installation des distributeurs dans les délais prévus	A compter du lendemain de la date prévisionnelle d'installation	100 € par jour de retard
Indisponibilité des distributeurs	A compter du lendemain du jour de l'indisponibilité constatée	50 € par jour de retard / distributeur
Libération des emplacements au terme du contrat	Au-delà de 15 jours après la date de fin de contrat	100 € par jour de retard
Non transmission informations / documents	Au-delà de 7 jours ouvrables suivant la mise en demeure	50 € par jour de retard
Dégradation des locaux par les agents du concessionnaire		100 € par cas constaté + frais de remise en état des locaux

Article VI-2 – MISE EN REGIE

En cas de faute grave du concessionnaire, si l'entretien des équipements n'est pas assuré ou non correctement assuré, si la sécurité publique venait à être compromise, ou si le service n'était exécuté que partiellement, l'autorité concédante pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le service par les moyens qu'elle jugera bon, aux frais et risques du concessionnaire.

Cette mise en régie provisoire est précédée d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée en tout ou partie infructueuse dans un délai de 15 jours calendaires.

L'autorité concédante peut alors prendre possession des équipements et des produits afin d'en assurer directement ou indirectement l'exploitation.

La régie temporaire prend fin dès que le concessionnaire est en mesure de reprendre normalement l'exploitation du service.

Fait à MONTPELLIER

Le -----

En deux exemplaires originaux

Pour l'Autorité Concédante
Madame la Directrice Générale
Du CHU DE MONTPELLIER

Pour le Concessionnaire
Le Président de la Société